

TANZANIE

Avantages en faveur d'une élite, au détriment de la majorité pauvre

Alors que certains hommes d'affaires et certains investisseurs citent la hausse du PIB et une meilleure efficacité comme des résultats positifs de la libéralisation, la société civile constate que les mesures de réforme économique ont réduit les services publics dans les communautés, renchéri les coûts des services sociaux pour les individus et entraîné des pertes d'emploi. Les résultats ont été régressifs, car une petite minorité en a tiré profit, alors que la majorité s'est appauvrie et a été privée de droits.

En dépit de prévisions optimistes en matière d'efficacité et d'investissement, la privatisation et l'ajustement structurel ont eu des effets négatifs sur les populations rurales pauvres de la Tanzanie. En 1992, le gouvernement a adopté la Politique de réforme para-publique (*Parastatal Reform Policy*) dont l'objectif était d'aider le secteur privé à tirer profit des opportunités d'affaires, alors que l'Etat remplissait ses rôles traditionnels de maintien de l'ordre public et de fourniture des infrastructures économiques et sociales. Le gouvernement avait la tâche de créer des règles du jeu égales pour que la concurrence économique et le développement social se mettent en place sous le contrôle du secteur privé.

La compression (le dégraissage) dans les secteurs public et privé a entraîné une hausse de l'insécurité de l'emploi, la baisse des salaires et des taux élevés de chômage, les femmes à faible revenu étant les plus vulnérables. Il y a eu une intensification des inégalités sociales, en particulier dans le logement, l'éducation et les soins de santé.

Agriculture : une fois de plus, le monopole colonial¹

A travers les initiatives de privatisation en cours, le gouvernement, en collaboration avec des multinationales étrangères, est en train de retirer les ressources locales du contrôle de la majorité de la population pour les mettre entre les mains de quelques-uns, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. De nombreuses multinationales ont tendance à rapatrier leurs bénéfices pour faire de nouveaux investissements dans d'autres pays, de sorte que le gouvernement ne tire profit que des impôts nationaux, qui ne bénéficient pas aux communautés locales pauvres, car les services sociaux ont été réduits.²

L'agriculture et l'élevage à petite échelle, dont dépend la majeure partie de la population rurale pour ses moyens de subsistance, se sont trouvés en crise en raison de mesures de libéralisation telles que le retrait du soutien des prix, les prêts

¹ Les mesures axées sur le Programme d'ajustement structurel ont encouragé la privatisation des marchés locaux et réduit l'appui financier de l'Etat aux quelques institutions de commercialisation restantes telles que les unions de coopératives, qui se sont détériorées. En conséquence, il y a, dans les communautés rurales, une tendance croissante à la fixation des prix tant des cultures vivrières que des cultures de rentes par des négociants privés, qui ont les moyens d'accéder aux zones reculées et qui jouissent d'un accès direct aux acheteurs étrangers.

² Parce qu'elle n'a pas pris en compte des problèmes tels que le transport et les services d'animation rurale, la libéralisation des échanges a exploité les agriculteurs locaux au lieu de les soutenir.

consentis à des conditions libérales et des subventions aux intrants agricoles. La majeure partie des ménages d'agriculteurs dans de nombreuses zones dépendent beaucoup d'activités non agricoles pour compenser la baisse des revenus agricoles. Les bénéfices réels sur les cultures d'exportation et les cultures vivrières ont enregistré une baisse dans de nombreuses zones. Les petits agriculteurs manquent d'accès aux subventions et aux prêts qui leur permettraient de se moderniser et de rehausser la productivité. Leurs cultures sont donc de moins bonne qualité que celles des agriculteurs à grande échelle et sont vendues à des prix plus bas.

Il y a des disparités croissantes entre les petits agriculteurs et les agriculteurs à grande échelle, et entre différentes zones agro-économiques. Les réformes économiques ont tendance à favoriser les entreprises capitalistes à grande échelle telles que les plantations et les vastes fermes d'élevage, en Tanzanie. Elles ont rétabli leur ancien monopole colonial sur des systèmes de soutien tels que le crédit, les services de vulgarisation rurale et les canaux de commercialisation - avec un nombre croissant d'investisseurs étrangers, notamment des entreprises appartenant à des sud-africains blancs.³

Comme d'habitude, c'est plus dur pour les femmes

La féminisation de la pauvreté s'est faite parallèlement à l'accroissement de la participation féminine à la force de travail et à un accès accru des femmes aux revenus monétaires et au contrôle de ces revenus. Toutefois, les mutations dans les activités économiques féminines ne peuvent être perçues que dans le contexte de la réduction spectaculaire de l'emploi et des revenus masculins. La plupart des personnes intervenant dans le marché du travail formel sont des hommes, qui ont été le plus directement touchés par les politiques de retrait dans le secteur public et de réduction des effectifs dans le secteur privé.

Dans le même temps, les salaires réels dans le secteur formel comme dans le secteur informel ont enregistré des baisses, tout comme les revenus agricoles réels. N'étant plus en mesure d'assurer les besoins de leurs familles en matière de liquidités, de nombreux hommes dépendent de plus en plus des revenus des femmes. En raison de la baisse des revenus et des difficultés économiques rencontrées dans les petites exploitations, la migration urbaine s'est accrue ; la majeure partie des nouveaux résidents urbains sont des jeunes hommes et des jeunes femmes en quête de revenus supplémentaires non agricoles. Le travail des enfants devient de plus en plus important pour l'économie des ménages.

De plus, en raison de l'imposition de frais d'usage et du retrait du soutien public, une majeure partie des soins aux malades et aux personnes âgées a été transférée au niveau des ménages, et incombe essentiellement aux femmes. Selon les estimations, les femmes des zones rurales travaillent plus de 14 heures par jour, contre 10 pour les hommes.⁴

La dégradation de l'environnement se traduit par l'assèchement des réserves d'eau dû au manque de couverture végétale, ce qui accroît la distance que les femmes doivent couvrir pour aller chercher de l'eau. Dans toutes ces expériences, les femmes sont exploitées davantage à travers la mise en œuvre des politiques du FMI/publiques qui exigent des rendements agricoles accrus sans fournir d'innovations technologiques pour les faciliter.

³ Marjorie Mbilinyi, "Women Workers and Self-Employed in Rural Sector". Rapport pour l'OIT. Dar es Salaam. 1997.

⁴ Fenella Mukangara et Bertha Koda. *Beyond Inequalities : Women in Malawi*. Harare. SARDC. 1997

Libéralisation des échanges et augmentation du travail non rémunéré

Les femmes comme les hommes dépendent de plus en plus de l'emploi autonome dans le secteur informel, qui n'offre ni protection de l'emploi, ni prestations pour les travailleurs, ni congés de maternité, ni salaire minimum, ni aucun des autres systèmes de soutien aux travailleurs, et qui a été négligé jusqu'ici par les syndicalistes. La majeure partie des travailleurs du secteur informel ont des revenus très faibles, qui couvrent à peine les coûts de production. Les femmes ont tendance à être canalisées vers les occupations les moins rémunératrices du secteur informel ; en conséquence, elles prédominent dans la préparation, la transformation et la vente des produits alimentaires, soit en tant qu'opératrices à petite échelle, soit en tant qu'employées salariées.

Les politiques jumelles de compression du personnel et de privatisation dans les entreprises para-publiques ont eu un impact désastreux sur les femmes, en raison de leur forte dépendance envers le secteur public pour l'emploi régulier. L'ajustement structurel a entraîné le tassement des secteurs les moins compétitifs de l'industrie manufacturière, telle que la confection, l'industrie textile et la transformation des produits alimentaires où, de nouveau, le travail féminin est concentré.

Le travail non rémunéré des femmes, des jeunes et des enfants s'est accru dans l'agriculture à petite échelle et dans les activités du secteur informel, afin de réduire les coûts des activités économiques des ménages. Le travail non rémunéré se substitue au travail salarié, ce qui est un recul aux plans économique, social et politique. Dans le même temps, le travail non rémunéré des femmes et des enfants continue de répondre au gros des besoins au sein du ménage et de la communauté.

Avec l'intensification de la pauvreté et de l'exode rural, de plus en plus d'hommes, de femmes et d'enfants se livrent au travail sexuel, associé en partie à la hausse du tourisme sexuel et à la présence de travailleurs expatriés de plus en plus nombreux. Les jeunes filles qui émigrent vers les villes en quête d'une vie meilleure sont recrutées dès leur descente des trains et des bus pour travailler dans les maisons closes ou dans la rue. De nombreuses autres se tournent vers le travail sexuel pour échapper aux faibles salaires, à des conditions de travail difficiles et au harcèlement sexuel dans le service domestique, l'autre principale « opportunité » d'emploi offerte aux jeunes filles rurales à leur arrivée en ville.

Les réformes d'ajustement ont donc eu des effets particulièrement néfastes pour la majeure partie des femmes : journées de travail plus longues, moins d'accès à des ressources de base telles que la terre et le travail, dans certains cas, des opportunités réduites d'emploi salarié formel et d'éducation et une responsabilité financière accrue envers les familles et les communautés – trop souvent sans l'appui du partenaire de sexe masculin.

Soins de santé : les femmes et les bébés en otage⁵

Le budget de la santé tanzanien est toujours très restreint. Pour l'exercice 1998-1999, le budget de la santé comptait pour moins de 5% des dépenses publiques

⁵ Selon le rapport sur la reproduction tanzanien de 1999, l'espérance de vie était de 48 ans ; le taux de mortalité infantile était estimé à 99 pour 1.000 naissances vivantes. Le taux de mortalité maternelle était également très élevé, à 529 pour 100.000 naissances vivantes, selon les estimations.

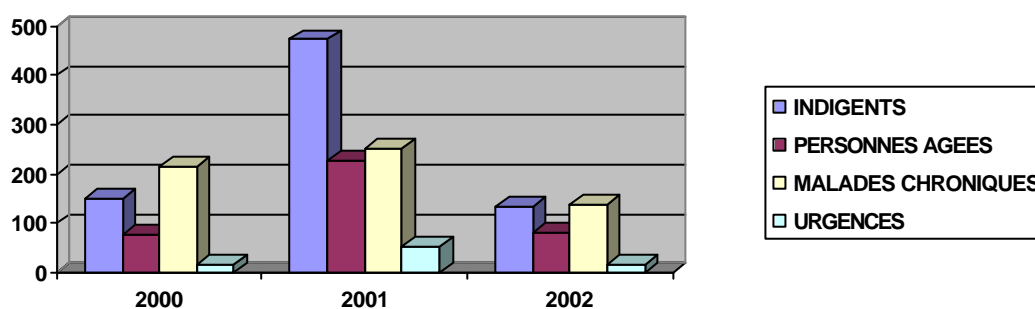
totales. Pendant de nombreuses années, les services de soins de santé, notamment les services de santé maternelle, étaient assurés gratuitement et subventionnés par le gouvernement. Avec l'introduction de politiques d'ajustement structurel telles que la participation aux coûts, au milieu des années 80, les services de santé exigent maintenant des frais d'usage. Près de 50% des Tanzaniens gagnent un revenu inférieur au seuil de pauvreté de 1 dollar par jour et ne sont pas en mesure de s'acquitter des paiements requis pour les traitements médicaux.

En dépit des exemptions à la participation aux coûts pour des catégories vulnérables telles que les personnes âgées, les femmes enceintes et les indigents, ces services sont rares et de très mauvaise qualité. De plus, les personnes âgées doivent se plier à une procédure très pesante pour la délivrance d'un certificat d'exemption.

Les groupes exemptés doivent souvent acheter dans des pharmacies les médicaments prescrits par les médecins. Ils doivent soit s'efforcer de trouver l'argent pour acheter des médicaments chers dans des pharmacies privées à but lucratif, soit ne pas se soigner, ce qui rend la politique d'exemption sans objet. Une étude menée dans le district de Kondoa a montré que dans les maternités, la procédure normale est qu'une patiente qui n'est pas en mesure de payer le montant requis recevra un service médical, mais ne sera pas autorisée à quitter l'hôpital tant qu'elle ne s'est pas acquittée du paiement.⁶

TABLEAU 1

Patients exemptés traités à l'hôpital du district de Nachingwea



Une étude récente menée dans la région de Lindi dans le sud de la Tanzanie a montré que les patients dits « exemptés » de l'hôpital du district de Nachingwea paient de fait des frais de consultation et ont toujours à se procurer des médicaments en dehors de l'hôpital. En résumé, il semble que l'ensemble du processus de participation aux coûts entrave de fait l'accessibilité aux services de santé.

Eau : juste pour quelques privilégiés

La privatisation de l'alimentation en eau dans les années 90 a entraîné une hausse des prix pour ce produit essentiel. Le gouvernement dépend des impôts payés par les entreprises privées et rehausse donc ses taux. Pour maximiser les bénéfices tout en améliorant le service, les entreprises rehaussent les coûts. Ceci a contraint de nombreux consommateurs à renoncer aux services de l'eau - ou alors, ces services leur sont coupés. En outre, les fournisseurs d'eau privés n'ont pas favorisé

⁶ TGNP, « Gender Budget Initiative (GBI) ». Dar es Salam, rapport. 1998.

l'expansion des services vers les zones rurales. Il y a moins de sources d'eau salubre, telles que les forages et les cours d'eau protégés, dans les communautés rurales et beaucoup de celles-ci n'ont à présent accès à l'eau salubre que dans les zones où elle est fournie par des organisations religieuses ou d'autres ONG.

Propagation de l'analphabétisme

Les politiques d'ajustement structurel (PAS) ont eu des effets négatifs sur la qualité et la mise en place de l'éducation. La participation aux coûts et la réduction des dépenses publiques pour l'éducation primaire ont tendance à avoir des effets négatifs davantage sur les filles que sur les garçons. En raison de l'ajustement structurel, les parents étaient tenus de contribuer à l'éducation de leurs enfants, mais les coutumes patriarcales ont favorisé l'éducation des garçons plutôt que celle des filles. L'on avait enregistré une baisse du taux d'inscription dans les écoles primaires pour les deux sexes depuis 1987, mais la tendance s'est à présent inversée, car la Politique de développement de l'éducation primaire de 2001 offre l'éducation primaire gratuite pour tous les enfants.

En devenant plus actives dans des activités non agricoles orientées vers le marché, les femmes ont été contraintes de retirer leurs enfants de l'école pour les faire travailler au sein du ménage. Ceci a eu un effet immédiat sur l'accès des enfants, en particulier des filles, à l'éducation et aura des coûts sociaux et individuels à long terme.⁷

Des tarifs qui épuisent les ressources forestières

Les entreprises et les investisseurs privés, étrangers ou locaux, ont comme objectif fondamental de faire un maximum de bénéfices. Le rôle du gouvernement est donc de veiller à ce que ses citoyens ne soient pas exploités et de leur fournir des services de base en imposant les entreprises privées.

Avec la privatisation des entreprises para-publiques qui fournissent des services de base et les services essentiels tels que l'eau et l'électricité,⁸ un semi-monopole a été créé, dans certains cas. Quand le prix de l'électricité est trop élevé, les populations rurales en peuvent même pas rêver d'avoir accès à ces services. Le charbon et le bois étant les seuls combustibles qui leur sont accessibles, elles abattent les arbres. Les petits agriculteurs agrandissent les superficies qu'ils cultivent pour tenter de concurrencer les grandes fermes subventionnées, ce qui a entraîné une intensification de la déforestation, en raison du système de culture sur coupe et brûlis largement pratiqué dans les zones rurales de la Tanzanie, laissant de grandes étendues de terre non exploitées et sans végétation. Pour la majeure partie des femmes rurales, ceci représente une autre charge, car elles sont contraintes de couvrir de plus longues distances pour chercher du bois.

Références

Fred Kaijage, « Gender Impact of Structural adjustment Programmes on Employment in the Public Sector », Rapport pour l'OIT. Dar es Salam, 1997.

⁷ Social Watch Shadow Report de juin 2000 a montré une hausse de l'analphabétisme tant chez les hommes que chez les femmes.

⁸ L'électricité a été privatisée en 2001-2002.

- Globalisation Challenge Initiative 2000a : “The IMF and World Bank-backed ‘Poverty Reduction Strategy Papers’ – mai 2000”. Tides Centre Maryland.
- Globalisation Challenge Initiative 2000b : “Structural Adjustment Program (SAP) Information Alert on the April 2000 IMF Loan to Tanzanian ...” Silver Spring, Maryland, sgrusky@igc.org
- Marjorie Mbilinyi, “Gender and Development” : Policy Issues in the context of Globalisation”, article présenté lors du quatrième Colloque inter-universitaire SCUSA, University of East Anglia, 1999, à paraître dans Ian Livingstone et Deryke Belshaw, eds. *Renewing Development in Sub-Saharan Africa*. Londres : Routledge, 2001.
- Marjorie Mbilinyi, ed. *Gender Patterns in Micro and Small Enterprises of Tanzania*. Rome. AIDOS pour MCDWAC et WRDP, 2000.
- Naidoo Kumi. « The new Civic Globalism ». *The Nation*, vol. 270 n° 18, 2000, pp. 34-36.
- Ruth Meena, “The Impact of Structural Adjustment Programs on Rural Women in Tanzania” in Christina H. Gladwin, ed., *Structural Adjustment and African Women Farmers*. Gainesville : University of Florida Press, 1991.
- Banque mondiale, “World Bank and IMF Support Debt Relief for Tanzania under the Enhanced HIPC Initiative”, Communiqués de presse. www.worldbank.org/news 5 avril 1999.

Legal and Human Rights Centre (LHRC)
Tanzania Gender Networking Program (TGNP)
Tanzania Women Lawyers Association (TAWLA)
Women Advancement Trust (WAT)
National Youlth Forum (NYF)
Women in Law and Development in Africa (WILDAF)
Women Legal Aid Centre (WLAC)
<wlac@intafrica.com>